

17 mars 2018

L'occasion pour de nouvelles idées en santé



POINT DE VUE
Le Soleil

Le Québec expérimentera en octobre prochain la tenue d'une élection générale à date fixe. Instauré dans le but de limiter le jeu partisan, ce changement, force est de le constater, a pour conséquence de prolonger la période préélectorale, les partis politiques étant déjà actifs à semer les graines de leur programme respectif.

Souhaitons que cette nouvelle dynamique n'affectera pas notre capacité de profiter de la campagne électorale pour engager un dialogue constructif sur les enjeux qui préoccupent, inquiètent et parfois obsèdent les électeurs. Avec la part du lion du budget et sa résonance dans le quotidien de tous les Québécois, il est clair qu'une discussion de fond sur l'état de notre système de santé sera incontournable.

Restons au-dessus de la mêlée et mettons de côté les débats partisans basés sur la personnalité des uns ou les bilans des autres. Laissons plutôt parler ceux et celles qui sont à la fois les pourvoyeurs et les clients du système de santé, les électeurs. Dans le sondage Ipsos-La Presse du 6 février, ils sont plutôt éloquents de clarté: 70% des répondants estiment que notre système s'est détérioré au cours des trois dernières années. On aura beau mettre tous les gants blancs du monde, le jugement est sans appel : les Québécois espèrent mieux, car ils estiment mériter mieux.

Plutôt que de parler d'échec des initiatives actuelles, tâchons plutôt de mesurer l'écart qui nous éloigne de notre idéal de société en matière de santé. Par où amorcer une réflexion objective sur ce sujet?

Au Conseil des entreprises privées en santé et mieux-être (CEPSEM), nous sommes convaincus qu'une approche complémentaire entre un réseau d'établissements à gestion publique et des organisations privées, communautaires ou coopératives est la meilleure façon d'améliorer l'accessibilité du système. Le succès de cette cohabitation est largement démontré dans les pays de l'OCDE ayant choisi ces paramètres, de l'Australie à la France en passant par les pays scandinaves.

La rénovation de notre système se doit également de passer par quatre moyens partout reconnus:

1. L'accessibilité des données et la disponibilité de critères d'évaluation de la performance du système: les Québécois veulent avoir accès librement à leurs données-patients, qui ultimement leur appartiennent. Ils souhaitent aussi voir l'établissement de critères d'évaluation (définis par une autorité indépendante) qui permettront d'établir l'efficacité des composantes du système.
2. Le libre-choix des patients entre une diversité d'offres de soins, privés et publics: tout en maintenant le caractère universel du système de santé, les Québécois veulent pouvoir avoir accès à une offre de soins diversifiés provenant à la fois des secteurs public, privé ou coopératif. La livraison plurielle des services est le pivot central d'un système plus ouvert et performant.
3. La décentralisation des décisions et la valorisation des organisations locales: les Québécois veulent des services qui leur ressemblent, qui sont en lien avec leur réalité régionale et leur milieu de vie. Les grands programmes nationaux manquant de souplesse ne peuvent plus être la norme.
4. L'ouverture à l'adoption des technologies en santé et la valorisation de l'innovation: le Québec étant au centre du développement technologique de plusieurs industries, les Québécois souhaitent en voir davantage les retombées dans le domaine de la santé comme dans le développement socio-économique. L'innovation est un levier d'amélioration et non pas juste une dépense de plus.

Le CEPSEM veut participer positivement au débat qui a cours sur l'avenir de notre système. Nos membres, qui sont en contact quotidien avec des patients et des acteurs des établissements publics, sont dans une position privilégiée pour générer des idées innovatrices. Nous croyons dans la complémentarité d'organisations diverses pour sauvegarder notre système de santé à financement public. Souhaitons que cette discussion collective existe dans la prochaine campagne, avec en tête un seul objectif: permettre aux Québécois d'être fiers et satisfaits de notre système de santé.



Luc Lepage, président du CEPSEM (Conseil des entreprises privées en santé et mieux-être)